



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/1/SR.6
3 juillet 2006

Original: FRANÇAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Première session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 6^e SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mercredi 21 juin 2006, à 10 heures

Présidence: M. de ALBA (Mexique)

SOMMAIRE

DÉCLARATION DE M^{me} MACHAVELA, MINISTRE DE LA JUSTICE DU MOZAMBIQUE

DÉCLARATION DE M. MASEMENE, MINISTRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME, DE LA RÉHABILITATION ET DES AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES DU LÉSOTHO

DÉCLARATION DE M. CHINAMASA, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES AFFAIRES JURIDIQUES ET PARLEMENTAIRES DU ZIMBABWE

DÉCLARATION DE M. BEDJAOUI, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ALGÉRIE

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Conseil seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

DÉCLARATION DE M^{me} NGENDAHAYO, MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE,
DES DROITS DE LA PERSONNE ET DU GENRE DU BURUNDI

DÉCLARATION DE M. SHAHEED, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES
MALDIVES

DÉCLARATION DE M^{me} MUKABAGWIZA, MINISTRE DE LA JUSTICE DU RWANDA

DÉCLARATION DE M. CARRIÓN MENA, MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
DE L'ÉQUATEUR

DÉCLARATION DE M. OSKANIAN, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE
L'ARMÉNIE

DÉCLARATION DE M. MANJGALADZE, VICE-MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE LA GÉORGIE

DÉCLARATION DE M. JOHANSEN, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE LA NORVÈGE

DÉCLARATION DE M. BAŠTA, PREMIER VICE-MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

DÉCLARATION DE M^{me} HARXHI, VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE L'ALBANIE

DÉCLARATION DE M. BIN MUBARAK AL-KHALIFA, VICE-MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DU BAHREÏN

DÉCLARATION DE M. ABELA, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU CABINET DU PREMIER
MINISTRE DE MALTE

DÉCLARATION DE M. ZILMER-JOHNS, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK

La séance est ouverte à 10 h 5.

DÉCLARATION DE M^{me} MACHAVELA, MINISTRE DE LA JUSTICE DU MOZAMBIQUE

1. M^{me} MACHAVELA (Mozambique) dit que son pays salue la création du Conseil des droits de l'homme. Nul doute que ce nouvel organe aidera les États Membres à s'acquitter de leurs obligations dans le domaine des droits de l'homme, grâce à la coopération, à un dialogue constructif, au renforcement des capacités et de l'assistance technique, et à la promotion de l'éducation aux droits de l'homme. Le Conseil devra fonder ses travaux sur les principes de l'universalité, de l'impartialité et de l'objectivité.
2. L'un des principaux défis qui attendent le Conseil consistera à traiter sur un pied d'égalité les droits civils et politiques, d'une part, et les droits économiques, sociaux et culturels, d'autre part, en particulier le droit au développement, dont l'importance est cruciale pour les pays en développement. L'universalité des droits de l'homme au sens des droits civils et politiques est aujourd'hui incontestée. Mais encore faut-il que les individus aient la capacité de jouir pleinement de ces droits et que l'État leur fournisse les mécanismes leur permettant de les exercer. La grande majorité de la population mondiale vit dans la pauvreté absolue. Des gens continuent de mourir de faim, de maladies dont la médecine connaît le remède, de catastrophes naturelles que la science sait éviter. Les Nations Unies ne pourront avoir la conscience en paix tant qu'elles ne seront pas capables de garantir la jouissance du plus élémentaire de tous les droits de l'homme: le droit à la vie. Le Conseil devra donc aborder la question du partage des progrès scientifiques et technologiques au service du développement de l'humanité.
3. Le Mozambique espère par ailleurs que le Conseil jouera un rôle mobilisateur sur la question de l'égalité des sexes, notamment en promouvant et en surveillant la mise en œuvre des conventions des Nations Unies relatives aux droits de la femme. Ce n'est qu'en garantissant aux hommes comme aux femmes la pleine jouissance de leurs droits que l'on peut inscrire dans la durée le respect des droits de l'homme en général, condition essentielle pour préserver la paix, éliminer la pauvreté et favoriser le développement. De même, la persistance des inégalités économiques est une grave menace pour la paix et la sécurité, et les États Membres doivent donc les combattre. Le Mozambique s'y emploie déjà, à titre prioritaire, dans le cadre de son programme de développement social et économique, qui vise à lutter contre la pauvreté par la promotion d'une croissance économique globale et durable.
4. Enfin, le Mozambique souhaite rappeler qu'il s'engage sans réserve à collaborer avec les Nations Unies et le nouveau Conseil des droits de l'homme à la réalisation des objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies.

DÉCLARATION DE M. MASEMENE, MINISTRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME, DE LA RÉHABILITATION ET DES AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES DU LÉSOTHO

5. M. MASEMENE (Lésotho) rappelle, que si la Commission des droits de l'homme s'est muée en Conseil des droits de l'homme, la Société des Nations avait de même été remplacée par l'Organisation des Nations Unies. D'une façon générale, l'évolution de l'humanité est faite de changements constants. Mais l'Histoire ne s'arrête pas et il faut toujours maintenir une continuité. Le Conseil devra donc veiller à assurer le suivi de ce qu'il a hérité de la Commission.

6. Avec la naissance du Conseil s'ouvre une ère nouvelle. Les attentes sont élevées et les enjeux, considérables. Sur la base des principes essentiels de l'universalité et de l'impartialité, le Conseil devra contribuer à faire prospérer les droits de l'homme. À cet égard, le mécanisme d'examen périodique universel est porteur d'espoir. Toute démocratie suppose en effet un droit de regard. Au niveau régional, l'Union africaine a déjà un mécanisme d'examen volontaire. Le Conseil devra définir les objectifs à atteindre et les indicateurs à appliquer pour l'appréciation des résultats obtenus dans le domaine des droits de l'homme.

7. Le Conseil veillera au respect des droits de l'homme au niveau international. Le Lesotho s'engage à faire de même au niveau national. À cette fin, il prévoit notamment de créer une commission nationale indépendante des droits de l'homme. Sur le plan politique, plusieurs partis sont représentés depuis les élections de 2001, les deuxièmes depuis l'avènement de la démocratie en 1993. Une politique en faveur de la parité des sexes est mise en œuvre à tous les niveaux de prise de décisions. Par ailleurs, le Parlement vient d'adopter une loi qui interdit la discrimination à l'égard des personnes atteintes du VIH/sida.

8. Le Lesotho a ratifié les instruments qui protègent les deux premières générations de droits de l'homme et il espère que la communauté internationale veillera au respect de la troisième génération, encore souvent négligée. En particulier, l'exploitation des ressources naturelles est une question cruciale. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que tous les droits de l'homme, comme le souligne la Déclaration de Vienne, sont indissociables et interdépendants. En outre, ils ne sont pas statiques mais dynamiques, ils évoluent et devront donc être traités au fil de leur évolution.

9. Enfin, le Lesotho espère qu'une attention particulière sera accordée aux groupes marginalisés, qui forment d'ailleurs souvent une majorité, comme les femmes, les jeunes et les minorités, sans oublier les personnes atteintes du VIH/sida, qui sont en passe de devenir majoritaires dans certains pays.

DÉCLARATION DE M. CHINAMASA, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES AFFAIRES JURIDIQUES ET PARLEMENTAIRES DU ZIMBABWE

10. M. CHINAMASA (Zimbabwe) salue la création du Conseil des droits de l'homme, fruit d'une vaste consultation entre les États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Le Zimbabwe espère que ce nouvel organe saura susciter un engagement mondial en faveur de la promotion et du respect de l'ensemble des droits de l'homme, c'est-à-dire les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels, sans oublier le droit au développement, qui sont indissociables et interdépendants.

11. Le Zimbabwe espère également que le Conseil veillera à dépolitiser les questions touchant les droits de l'homme. Certains États ont eu tendance, par le passé, à accuser à tort d'autres États de violer ces droits, afin de s'ingérer dans leurs affaires intérieures et exercer sur eux un contrôle hégémonique. Le Conseil devra adopter une approche impartiale et objective, à l'inverse des manières punitives de sa devancière.

12. Le Conseil devra également veiller à ce que tous les pays sans exception se soumettent à la procédure d'examen. L'époque où certains grands pays s'attribuaient le rôle de policiers universels alors qu'ils commettaient en fait les pires violations doit être considérée comme révolue. Une violation des droits de l'homme reste une violation quelle que soit la puissance

du pays qui la commet, et doit entraîner les mêmes conséquences pour tous. Il ne doit y avoir aucune discrimination dans la manière dont les violations présumées sont examinées.

13. Le Zimbabwe appelle en outre le Conseil à élaborer un cadre visant à empêcher les pays développés de financer directement les ONG qui interviennent dans les pays en développement pour défendre les droits de l'homme. Le Zimbabwe a en effet constaté que ces ONG, qui ne sont jamais locales ni financées par des fonds locaux, s'ingèrent dans les processus politiques du pays hôte, sapent sa souveraineté, créent et soutiennent des groupes d'opposition qui ne bénéficient d'aucun appui local et montent la population contre son gouvernement élu. Elles sont utilisées par les pays développés pour déstabiliser les gouvernements du tiers monde, en particulier ceux qui osent adopter une position indépendante dans les affaires internationales. Elles servent les intérêts du pays qui les met en place, non ceux du pays où elles travaillent. Il est donc essentiel que l'assistance – toujours bienvenue – soit canalisée, en toute transparence, par le système des Nations Unies.

14. Enfin, rappelant que le développement d'une culture de respect des droits de l'homme ne se fait pas du jour au lendemain, le Zimbabwe espère que le Conseil aidera à cet égard les pays qui en ont besoin. Il devra notamment encourager un dialogue constructif entre les États Membres, car un pays est toujours plus disposé à coopérer lorsqu'on le traite en partenaire. À cet égard, la création d'une unité d'assistance dans les domaines de la formation juridique et du renforcement des capacités institutionnelles serait bienvenue.

15. Le Zimbabwe s'engage à collaborer étroitement avec le Conseil des droits de l'homme. Il est déjà partie à plusieurs des principaux instruments régionaux ou internationaux de protection des droits de l'homme et espère améliorer, avec l'aide du Conseil, sa capacité de rendre compte de la manière dont il applique ces normes. Il a également entrepris diverses initiatives pour renforcer la protection et la promotion des droits de l'homme sur son territoire. Un projet de modification de la Constitution va être présenté au Parlement en vue de créer une commission nationale des droits de l'homme. Le Zimbabwe assure le Conseil qu'il continuera de respecter les droits de tous ses habitants sans distinction aucune, conformément à sa Constitution et à la Charte des Nations Unies.

DÉCLARATION DE M. BEDJAOUI, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ALGÉRIE

16. M. BEDJAOUI (Algérie) se réjouit d'être présent à la première session du Conseil des droits de l'homme. Il rappelle que les droits de l'homme sont le patrimoine de l'humanité, ils ne sont l'apanage ni d'une civilisation, ni d'une religion, ni d'une région géographique, et encore moins un luxe réservé aux plus nantis. Le Conseil, par le dialogue et la coopération, et non par l'affrontement et la politisation, devra veiller au respect de tous ces droits de manière juste et objective.

17. Bien qu'elle ait traversé une décennie de violence terroriste à grande échelle, l'Algérie n'a jamais renoncé à son idéal humaniste. Elle n'a jamais parié sur la seule réponse sécuritaire au terrorisme. Au contraire, elle a accompagné la fermeté par la clémence pour ceux qui se sont repentis dans le cadre d'initiatives de réconciliation nationale. C'est là une réponse indéniablement démocratique à une crise qui a failli emporter l'État et disloquer l'unité de son peuple.

18. Mais l'Algérie reconnaît aussi avec humilité que, à l'instar de tant d'autres pays, elle a peiné à trouver un équilibre irréprochable entre sécurité et liberté. C'est l'Histoire qui jugera les modalités de paix et de réconciliation approuvées par le peuple algérien. Car plus aisément que le politicien, l'historien saura distinguer les différences fondamentales entre la problématique des droits de l'homme en Amérique latine, dans l'Afrique australe de l'apartheid ou même d'un pays à l'autre du Maghreb.

19. Rétablir les rapports entre des citoyens que les aléas de l'Histoire ont amenés à se déchirer est une tâche complexe, dont la réalisation est rendue d'autant plus difficile que les équilibres juridiques et politiques qu'elle exige sont critiqués par certains secteurs, en particulier par la communauté des ONG. Mais l'Algérie a fait le pari d'un sursaut collectif pour transcender une conjoncture anormale et restaurer le respect de la dignité humaine. Il est des moments où seule l'humanité, au sens entier du terme, doit compter.

20. C'est vers cet horizon que tend la mobilisation pour la paix civile qui constitue l'axe central de l'action quotidienne de l'État algérien. Et c'est d'abord le secteur de la justice, en tant que garant de la jouissance des droits de l'homme, qui a été réformé. L'ensemble des textes indispensables à l'activité judiciaire ont été revus en profondeur de manière à protéger plus efficacement les droits de l'homme et donner effet aux engagements pris par l'État. Dans ce même esprit, l'Algérie, qui est déjà partie aux principaux instruments relatifs aux droits de l'homme, a décidé de ratifier les deux Protocoles facultatifs se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes. Il convient en outre de rappeler qu'elle a été l'un des premiers signataires de la Charte arabe des droits de l'homme. Elle se réjouit par ailleurs d'accueillir le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression.

21. Enfin, l'Algérie est certaine que le Conseil ne manquera pas d'accorder l'attention voulue à la montée des extrémismes et de l'intolérance. Parce qu'elles sont des négations des droits naturels des peuples et qu'elles récusent le dialogue entre les civilisations, ces dérives doivent être condamnées sans retenue.

22. L'Algérie appelle les États à rechercher activement la paix, le développement, la prospérité et le bien-être pour tous. Elle les invite à honorer ainsi tous les droits de l'homme, dans leur indivisibilité et leur universalité.

DÉCLARATION DE M^{me} NGENDAHAYO, MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE, DES DROITS DE LA PERSONNE ET DU GENRE DU BURUNDI

23. M^{me} NGENDAHAYO (Burundi) fait observer que le principe qui a présidé à la naissance du Conseil des droits de l'homme est la volonté de promouvoir le respect universel et la défense de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales pour tous, sans aucune sorte de distinction et de façon juste et équitable. Le Burundi, tout en saluant l'œuvre de la Commission des droits de l'homme et en rendant hommage au travail accompli par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, exprime l'espoir que le Conseil saura surpasser la Commission. Un problème posé étant à moitié résolu, et les difficultés en matière de droits de l'homme étant de plus en plus clairement énoncées, il sera plus facile pour le nouveau Conseil de

les résoudre. Il appartient au Conseil de continuer le travail de pionnier entamé par la Commission.

24. Le bilan de l'ancienne Commission n'en est pas moins important. Elle a notamment mis sur pied des procédures spéciales telles que les «mécanismes» et les «mandats», qui ont fait un travail remarquable. Le Burundi, pour sa part, a bénéficié d'une procédure de mandat par pays dans le cadre de laquelle des rapporteurs spéciaux se sont rendus dans le pays pour évaluer la situation des droits de l'homme et ont accompagné le Gouvernement burundais dans ses efforts pour améliorer cette situation. Le Burundi tient à exprimer ses plus vifs remerciements aux Nations Unies pour cet appui important en matière de promotion et, surtout, de protection des droits de l'homme. Divers rapports sur le Burundi ont été rédigés, tantôt par des rapporteurs spéciaux, tantôt par l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB), tantôt par le Bureau du Haut-Commissaire des droits de l'homme au Burundi et par des ONG nationales et internationales. Chaque fois qu'un rapport a été produit, le Gouvernement burundais a tenté de se ressaisir et de corriger la situation. Au lendemain du référendum populaire sur la Constitution, qui a été tenu le 15 mars 2005 conformément à l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation nationale, des élections libres, démocratiques et transparentes ont été organisées. Les personnes ainsi désignées se sont attelées à poursuivre la mise en œuvre des réformes nécessaires pour rétablir la paix, la démocratie, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme. La tâche n'a certes pas été facile pour ce pays qui sortait d'un conflit. Des atteintes aux droits de l'homme persistent, notamment des atteintes au droit à la vie, à l'intégrité physique, à la liberté, à la sécurité, ainsi que des violences sexuelles, en particulier le viol de femmes et de jeunes filles. La violence à l'égard des femmes constitue un obstacle à leur pleine jouissance de la liberté et entrave la réalisation des objectifs en matière d'égalité des sexes, de paix et de développement. Il convient également de signaler les violations des droits économiques des femmes, notamment le fait qu'elles n'ont pas le droit d'hériter. Le Gouvernement, à cet égard, travaille à mettre sur pied un processus d'élaboration d'un code des successions destiné à modifier les habitudes culturelles qui ont toujours constitué un frein à la transmission de la terre aux femmes.

25. Les violences sexuelles sont un domaine dans lequel prévalent les non-dits. Même les études sur la question ne sont pas complètes. Les victimes de violences sexuelles sont assistées sur le plan psychologique et physiologique par le Gouvernement et des ONG. Les personnes reconnues coupables de tels actes sont punies conformément à la loi. Huit fonctionnaires de la Police nationale ont récemment été traduits en justice pour de tels faits. Le Gouvernement tente de juguler ce fléau grâce à des rencontres avec ses partenaires dans le cadre desquelles sont arrêtées des stratégies communes de promotion et de protection des droits de l'homme. Il convient une fois encore de souligner le poids des non-dits, lesquels sont liés au caractère tabou de ces questions. Le respect des droits de l'homme est cependant difficile à assurer dans certaines provinces en raison de la poursuite de la guerre par une fraction du Front national de libération (FLN), qui se livre encore à des attaques sporadiques. Le Gouvernement a entamé des négociations et espère conclure prochainement un accord de paix.

26. L'inadaptation de la législation pénale du Burundi à la répression des crimes commis récemment, notamment les crimes de violence sexuelle, constitue une autre grande lacune en matière de protection des droits de l'homme. Une réforme législative est en cours. Le fait que des centres de détention illégaux continuent d'exister et le statut juridique des membres présumés du FLN constituent, dans un contexte d'après guerre, un défi et une source de

préoccupation majeure pour le Gouvernement. Le Burundi s'est engagé à créer une commission nationale des droits de l'homme conformément aux Principes de Paris. Celle-ci aura un degré d'indépendance et une capacité opérationnelle sur le terrain beaucoup plus importants que ceux de la Commission gouvernementale des droits de l'homme existante.

27. L'intervenante tient à saluer l'initiative du Bureau intégré des droits de l'homme de l'ONUB, qui accompagnera le Burundi de l'après-guerre par des missions d'inspection des lieux de détention et des actions de sensibilisation et de formation aux droits de l'homme auprès de la population et des autorités policières, administratives et judiciaires. Un groupe de consultants chargé de la rédaction des avant-projets de loi sur la révision du Code pénal et l'harmonisation du Code de procédure pénale a déjà entamé ses travaux. Le Burundi remercie les Nations Unies pour son aide dans la mise en œuvre du double mécanisme de la justice de transition, à savoir la Commission nationale vérité et réconciliation et le Tribunal spécial pour le Burundi. Il réitère son engagement à poursuivre la réforme du secteur judiciaire et le renforcement des capacités institutionnelles en matière de droits humains et de promotion et de protection des droits humains, en particulier ceux des personnes les plus vulnérables.

DÉCLARATION DE M. SHAHEED, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES MALDIVES

28. M. SHAHEED (Maldives) déclare que son pays accueille avec la plus grande satisfaction la création du nouveau Conseil des droits de l'homme et souscrit à son objectif de promouvoir le respect universel et la défense de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, pour tous, sans aucune sorte de distinction et en toute justice et équité. Cette première session du Conseil coïncide avec un moment important dans l'histoire de la démocratie aux Maldives, celles-ci ayant lancé un programme de réforme ambitieux visant à rendre leurs institutions politiques conformes aux normes actuelles en matière de démocratie et de droits de l'homme. Un régime international de protection des droits de l'homme renforcé présente un grand intérêt pour un pays qui n'a pas hérité, à son indépendance, de système politique et juridique moderne. Les Maldives souhaitent que le Conseil l'aide dans toute la mesure possible. Elles ont atteint un niveau de développement économique et social exceptionnel au cours des 20 dernières années. L'économie a connu une croissance annuelle moyenne de 9 % depuis 1978, avec pour résultat que le produit intérieur brut par habitant des Maldives est maintenant le plus élevé d'Asie du Sud. Ces bons résultats économiques leur ont permis d'investir dans le développement social. La mortalité infantile a ainsi été grandement réduite, tandis que l'espérance de vie et le taux d'alphabétisation ont augmenté. Ces succès permettent également aux Maldives, malgré l'effet dévastateur du tsunami qui a frappé l'Asie, de maintenir son engagement envers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Les Maldives, petit pays aux ressources limitées et souffrant d'une pénurie de compétences techniques, a néanmoins besoin de l'aide de ses partenaires au sein de la communauté internationale.

29. Les Maldives évoluent également rapidement sur le plan politique. Elles ont engagé un vaste programme de réformes qui, une fois mené à terme, les aura dotées d'un système démocratique moderne fondé sur le respect des normes internationales en matière de droits de l'homme. Au nombre des mesures qui ont déjà été prises à cette fin figurent la création d'une commission des droits de l'homme, l'instauration du multipartisme, l'adhésion à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à son

Protocole facultatif, l'adoption d'une nouvelle réglementation visant à améliorer les conditions de détention, la signature d'un accord avec le Comité international de la Croix-Rouge portant sur l'organisation de visites dans les établissements pénitentiaires et les prisons et la création, en vue de renforcer l'indépendance de la justice, d'une commission des services judiciaires. Le Gouvernement a cependant beaucoup à accomplir encore s'il veut parvenir à l'objectif que s'est fixé le pays de tenir, entre juillet et octobre 2008, des élections multipartites régies par une nouvelle constitution.

30. La communauté internationale a un rôle essentiel à jouer dans le cadre des efforts faits par les Maldives pour atteindre les objectifs qu'elles se sont fixés en matière de droits de l'homme et de démocratie. Une multitude d'acteurs internationaux, notamment le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Commonwealth, leur ont fourni un soutien inestimable et ont mis leurs compétences au service de tâches allant de l'instauration du pluralisme politique à la création de la première commission maldivienne des droits de l'homme. La promotion et la protection des droits de l'homme tiennent une large place dans les objectifs fixés par le programme de réformes adopté par le Gouvernement et une collaboration étroite avec le Conseil des droits de l'homme et d'autres organismes des Nations Unies augmentera donc considérablement les chances des Maldives d'atteindre ces objectifs. Cette relation ne doit cependant pas être à sens unique. Les Maldives sont pleinement conscientes du fait qu'elles doivent assumer leur rôle et travailler de manière constructive et transparente avec le Conseil et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Des mesures allant dans ce sens ont déjà été prises. Les Maldives ont ainsi adressé une invitation permanente à toutes les procédures spéciales relatives aux droits de l'homme à se rendre dans le pays et ont également adressé une invitation personnelle à tous les rapporteurs spéciaux concernés par la situation aux Maldives. Celles-ci sont actuellement en train de créer leur première Mission permanente auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et ont pris l'engagement public, dans le cadre de leur programme de réformes, d'adhérer, d'ici au mois de décembre 2006, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

31. Les Maldives tiennent à réaffirmer leur attachement aux principes consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elles s'engagent à travailler de concert avec leurs partenaires internationaux au sein du système des Nations Unies à la défense et à la promotion de ces principes.

DÉCLARATION DE M^{me} MUKABAGWIZA, MINISTRE DE LA JUSTICE DU RWANDA

32. M^{me} MUKABAGWIZA (Rwanda) déclare que le peuple rwandais appuie les efforts déployés par les Nations Unies pour renforcer leur dispositif de protection des droits de l'homme par la création du Conseil des droits de l'homme. L'action de cette nouvelle institution doit être guidée par les principes d'universalité, d'impartialité, d'objectivité et de non-sélectivité et doit se fonder sur le dialogue et la coopération internationale afin de promouvoir et de défendre tous les droits de la personne, y compris le droit au développement. Le Gouvernement rwandais estime que le respect, la protection et la promotion des droits de l'homme sont le socle de l'état de droit et le principal fondement du bien-être et du développement de toute nation et, partant, de tous les habitants de la planète. Le Rwanda est résolu à lutter contre toutes les causes des violations des droits de l'homme. La lutte contre la pauvreté et toutes les formes de discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée constitue sa principale préoccupation tandis que la bonne

gouvernance constitue pour lui une arme au service du changement. L'assainissement permanent de la justice, la création d'un cadre juridique et la poursuite des efforts visant à asseoir l'état de droit sont autant de moyens permettant à l'État de progresser plus rapidement en matière de droits de l'homme. Le Gouvernement rwandais se préoccupe ainsi du sort des personnes appartenant aux catégories les plus vulnérables de la société et soutient toutes les initiatives visant à protéger les droits des femmes et des enfants partout dans le monde. Le Rwanda met en particulier l'accent sur les droits fondamentaux de la femme et souhaite que cette question soit au centre des préoccupations du Conseil.

33. Le Gouvernement rwandais accorde également une attention toute particulière à la protection de l'enfant contre toutes les formes de violence, notamment la violence sexuelle. La décentralisation de l'ensemble des activités nationales, notamment administratives, éducatives, politiques et économiques, permet de rehausser le niveau de vie des populations rurales, lesquelles constituent plus de 80 % de la population, et de prévenir de nombreuses formes de violation des droits de l'homme. L'assistance matérielle et médicale fournie par le Gouvernement ainsi que la protection des personnes vivant avec le VIH/sida témoignent, quant à elles, de la volonté de ce dernier de défendre le droit à la vie de tous ses citoyens.

34. Le Conseil des droits de l'homme prend la relève de la Commission au moment où le Rwanda s'apprête à faire démarrer dans toutes les juridictions du pays dites *gacaca* la phase de jugement des crimes de génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994. Le Rwanda prend également ses dispositions pour être en mesure de prendre la relève du Tribunal pénal international pour le Rwanda lorsque le dernier mandat de celui-ci aura expiré. Il aura grand besoin du soutien et de la collaboration de la société internationale dans ses efforts pour permettre à la société rwandaise d'obtenir justice, comme celle-ci l'attend depuis plus de 10 ans.

35. Le Gouvernement rwandais est convaincu de ce que le moment est venu de donner aux victimes du génocide la certitude que les crimes commis à leur égard ne resteront pas impunis. Il est plus que temps que les orphelins, les veuves et les veufs du génocide soient rétablis dans leurs droits et que ceux qui ont reconnu leur culpabilité et demandé pardon soient réintégrés dans la société nationale grâce au recours au travail d'intérêt général comme peine de substitution à la peine d'emprisonnement. Le Rwanda s'efforce d'alléger les conséquences du génocide en portant assistance à ses victimes qui sont dans le besoin et en accordant chaque année la libération conditionnelle ou provisoire à des milliers de détenus dont le temps passé en détention équivaut au temps de détention prévu par la loi pour les infractions commises par ces personnes. Mais l'assistance ainsi fournie ne saurait équivaloir à une juste indemnisation et les mesures de libération ainsi décidée ne sauraient se substituer à une procédure de jugement juste et équitable. Le peuple rwandais aspire néanmoins à une paix durable, à la réconciliation et à l'instauration d'un climat de confiance entre toutes les composantes de la société. Le Gouvernement aura cependant grand besoin, pour atteindre ces objectifs, d'une aide significative des pays concernés par la situation au Rwanda, notamment de ceux qui pourraient faire un geste pour contribuer à lever certains obstacles liés à la présence d'étrangers sur leur territoire. Le Rwanda réitère son souhait de voir résolu le problème de la présence des ex-Forces armées rwandaises et des milices *interahamwe*, qui sont toujours armées, en République démocratique du Congo, ainsi que celui de l'impunité dont jouissent des responsables du génocide réfugiés dans certains pays du monde.

36. Le Rwanda tient à contribuer à la protection des droits de l'homme dans le monde. C'est ainsi que ses troupes participent aux missions de maintien de la paix de l'ONU et de l'Union africaine déployées respectivement au Darfour et à Khartoum (Soudan). Il apporte son soutien au Burundi dans ses efforts de consolidation de la paix et de la démocratie et à la République démocratique du Congo dans ses efforts pour mener à bien sa transition politique. Il est en outre engagé aux côtés d'autres nations dans la lutte contre le terrorisme.

DÉCLARATION DE M. CARRIÓN MENA, MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DE L'ÉQUATEUR

37. M. CARRIÓN MENA (Équateur) déclare que la création du Conseil des droits de l'homme constitue une nouvelle étape historique de l'action menée en faveur des droits de l'homme, laquelle est une des raisons d'être de la Charte des Nations Unies. Le renforcement de l'organe universel chargé de veiller au respect et à l'application des droits de l'homme n'a pas toujours été une tâche facile. Les droits consacrés par de nombreux instruments internationaux, qui constituent l'expression juridique de la volonté politique de la communauté internationale, ont pour objet le plein épanouissement des personnes et la traduction dans la réalité des droits inhérents à la personne humaine dans les domaines civil, politique, économique et culturel. La Commission des droits de l'homme a été créée pour donner corps à ces aspirations de la communauté internationale. Plusieurs décennies après, cette dernière est arrivée à la conclusion que les réalités changeantes de notre monde, qui traverse une période historique complexe, appelaient une évolution institutionnelle fondée sur les principes de la non-sélectivité et de l'objectivité.

38. Il faut se féliciter de la création du Conseil, qui constitue un jalon dans la modernisation du système des Nations Unies, voire une conquête historique dans le domaine des droits de l'homme; il est à espérer que l'autonomie et la transparence qui le caractérisent deviendront les principes qui gouverneront son action. La création de cet organe implique que la communauté internationale le dote des éléments de légitimité et d'impartialité qui lui conféreront la crédibilité et la respectabilité dont il aura besoin pour s'acquitter de sa mission. Le Conseil tire sa légitimité de son statut d'organe subsidiaire de l'Assemblée générale, en vertu duquel il est responsable devant tous les États Membres des Nations Unies, et du fait que ses membres sont élus par les États Membres à la majorité absolue. Les États membres du Conseil ont l'obligation d'être exemplaires en matière de promotion et de protection des droits de l'homme. Il serait donc souhaitable qu'ils soient les premiers à se soumettre à la procédure d'examen périodique universel, laquelle se fonde sur le dialogue interactif et traduit la volonté des États membres de s'acquitter de leur mandat de manière impartiale, en dehors de toute considération idéologique.

39. L'Équateur considère que sa désignation comme membre du Conseil constitue une reconnaissance de sa contribution importante au développement, sur le plan international, des droits de l'homme et de ses efforts pour renforcer, sur le plan interne, la mise en œuvre des instruments internationaux en la matière, notamment par l'exécution du Plan national équatorien relatif aux droits de l'homme. L'Équateur a en outre joué un rôle moteur dans la région andine lors de l'adoption et de l'application de la Charte andine des droits de l'homme et du fait qu'il a ratifié tous les instruments internationaux des Nations Unies et de l'Organisation des États américains relatifs aux droits de l'homme.

40. L'action de l'Équateur en matière de droits de l'homme a pour objectif général: a) de favoriser le développement du droit international des droits de l'homme par l'enrichissement de la doctrine internationale et l'encouragement à l'adhésion à l'ensemble des principaux instruments relatifs aux droits de l'homme. L'Équateur est ouvert aux propositions de nouveaux accords ou traités qui favoriseraient le développement de la doctrine internationale des droits de l'homme; b) de favoriser les progrès en matière de protection des droits fondamentaux des groupes vulnérables et d'encourager la coopération internationale en tant que moyen essentiel permettant d'œuvrer à la pleine jouissance des droits de l'homme; c) de s'acquitter des obligations qu'il tient des traités et des conventions internationales qu'il a ratifiés, de présenter des rapports périodiques aux organes chargés de veiller au respect des droits de l'homme et de donner suite aux recommandations formulées par ces organes; d) de favoriser l'harmonisation de la législation nationale avec l'ensemble des traités relatifs aux droits de l'homme auxquels il est partie – l'Équateur souligne à cet égard qu'il n'a pas ménagé ses efforts pour procéder aux réformes législatives nécessaires à une telle harmonisation; e) de favoriser une meilleure coopération avec la Cour pénale internationale en vue d'assurer le respect des principes consacrés par la justice universelle – l'Équateur considère à cet égard que l'entrée en vigueur du Statut de Rome constitue, avec l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'un des deux succès les plus importants de la communauté internationale. L'Équateur, enfin, dans un souci de transparence et d'ouverture, maintient l'invitation permanente, adressée en 2002 à tous les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, à effectuer des visites officielles dans le pays pour y évaluer la situation des droits de l'homme. Plusieurs rapporteurs spéciaux se sont rendus en Équateur, notamment ceux chargés des questions de la pauvreté, des migrants, de l'indépendance de la justice et des peuples autochtones, ainsi que les membres du Groupe de travail sur la détention arbitraire.

41. L'Équateur, dans le cadre du mandat qui lui a été confié au sein du nouveau Conseil des droits de l'homme, s'engage plus particulièrement à: renforcer le Conseil en tant qu'organisme autonome et non sélectif, chargé d'évaluer la situation des droits de l'homme dans le monde de manière objective et transparente, et ce, afin de contribuer à lui conférer crédibilité et respectabilité; œuvrer en faveur de l'examen et de l'adoption des textes sur lesquels la Commission avait commencé à travailler, à savoir les projets de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et de convention sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées; favoriser l'adoption d'autres instruments internationaux tels que le Protocole se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et continuer d'œuvrer en faveur de l'adoption de la convention sur les droits des personnes handicapées, qui a fait l'objet de larges négociations dans le cadre des Nations Unies; encourager la mise en place d'une collaboration et d'une coopération étroites entre les États et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, lequel a apporté son soutien à la mise en œuvre en Équateur de stratégies nationales de protection des droits de l'homme telles que le Plan national relatif aux droits de l'homme; favoriser une plus grande collaboration entre les pays et l'ensemble des mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme tels que comités, rapporteurs spéciaux et groupes de travail; œuvrer à l'application des principes énoncés dans la Déclaration et le Plan d'action de Vienne (1993) et la Déclaration et le Plan d'action de Durban (2001) par l'adoption de plans d'action nationaux tels que celui élaboré par l'Équateur; réaliser les objectifs de la Conférence mondiale sur les femmes de Beijing + 5 et des autres conférences mondiales portant sur des groupes vulnérables tels que les personnes du troisième âge ainsi que sur la question des travailleurs migrants, à laquelle l'Équateur accorde la plus haute

priorité; travailler à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans le cadre des mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme.

42. La création du Conseil des droits de l'homme n'est que le début d'un processus qui promet d'être long et complexe et qui devra permettre de répondre aux attentes des peuples et de renforcer les droits de l'homme. La promotion et la protection des droits de l'homme ne doivent pas constituer un objectif que l'on impose aux États mais doivent, plutôt, procéder des convictions profondes de ces derniers et de leur volonté d'améliorer leur capacité à respecter ces droits et d'appliquer effectivement les principes d'universalité, d'impartialité, d'objectivité et de non-sélectivité dans un esprit de dialogue et de coopération.

43. Comme l'affirmait l'Équatorien José Ayala Lasso, premier Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, pour qu'un pays puisse progresser en matière de droits de l'homme il faut d'abord et avant tout qu'il soit disposé à procéder à son autocritique et à reconnaître ses erreurs; il doit ensuite travailler sans relâche à ne pas les reproduire, à établir la vérité et à punir les auteurs des violations qui ont été commises. Ce sont là des conseils que l'Équateur s'est efforcé de mettre en pratique au cours des dernières années, malgré les erreurs commises, les excès qui ont été commis dans quelques cas isolés, la faiblesse de ses institutions et son instabilité politique. L'Équateur souhaite exprimer à nouveau son soutien inconditionnel à la cause des droits de l'homme, lesquels reflètent les valeurs traditionnelles de son peuple, et son attachement aux principes éthiques qui constituent le fondement de la civilisation.

DÉCLARATION DE M. OSKANIAN, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ARMÉNIE

44. M. OSKANIAN (Arménie) dit que le troisième pilier des Nations Unies, à savoir les droits de l'homme, est à présent reconnu au même titre que les deux autres, la paix et la sécurité et le développement, et que l'importance pour l'humanité de chacun de ces trois éléments interdépendants a été affirmée par la création du Conseil et le mandat qui lui a été confié. Assurer la protection et le respect des droits de l'homme restera sans doute la tâche la plus délicate et controversée des trois, le principe étant que chaque État Membre est responsable de ses voisins comme de lui-même, et ce, dans un monde où la distance ne détermine plus le voisinage. Avec la mondialisation et les moyens de communication électroniques, le volume d'informations augmente – il devient difficile d'ignorer les souffrances endurées par ses voisins – et la responsabilité s'accroît, car il devient impossible de ne pas intervenir. Cette génération est également la première à pouvoir traiter systématiquement et en profondeur les problèmes relatifs aux droits de l'homme, y compris les crises: elle peut prendre le temps indispensable et mobiliser les compétences et les ressources requises pour mettre en place un nouveau système international doté de l'autorité morale mais aussi de la ténacité indispensables pour protéger les faibles. Si le Conseil s'engage vers un monde de justice, d'égalité et de primauté du droit, chaque nouvelle institution, chaque nouvelle décision et chaque nouveau mandat le rapprochera de cet objectif.

45. L'Arménie sait que la lutte visant à émanciper les personnes pour qu'elles croient à leurs droits civils et humains, individuels et collectifs, est étroitement liée au progrès économique et social et à l'éducation. C'est seulement lorsque les conditions préalables à une vie dans la dignité existent que les marchés peuvent jouer leur rôle de moteur du développement, que les infrastructures cruciales sont viables et que les personnes se mobilisent pour réclamer et défendre

leurs droits individuels et collectifs. En contribuant à augmenter la productivité et à sortir des cycles sans fin de la pauvreté, on fera davantage pour donner aux personnes les outils nécessaires pour défendre leurs droits que toutes les déclarations et conférences. L'Arménie s'est attaquée à l'énorme problème de la pauvreté en mettant en place un partenariat entre les secteurs public et privé qui associera le Gouvernement, les entreprises, la communauté internationale, des pays à titre individuel ainsi que sa diaspora, afin d'éliminer la pauvreté rurale grâce à une approche globale et intégrée, car elle entend atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, vaincre le désespoir et instaurer l'estime de soi et la sécurité, du moins sur son territoire et dans la mesure de ses moyens. Pour ce qui est de la sécurité régionale et mondiale, cependant, elle compte que le Conseil réagira promptement pour empêcher que de graves violations des droits de l'homme ne soient commises.

46. L'Arménie entend poursuivre son œuvre visant à renforcer les mécanismes internationaux de prévention et d'élimination du génocide et de tous ses précurseurs, y compris les efforts, trop souvent couronnés de succès, qui visent non seulement à faire disparaître un peuple autochtone d'une région, mais aussi à en effacer le souvenir. Les Arméniens sont parvenus à survivre malgré toutes ces tentatives mais aujourd'hui même, au XXI^e siècle, ils assistent impuissants à la destruction de symboles spirituels et culturels de leur peuple. Cette atteinte au souvenir et à l'esprit de siècles de présence arménienne sur des terres qui appartiennent à présent à l'Azerbaïdjan est cynique et dangereuse. D'immenses, magnifiques et uniques croix de pierre, à la fois sculptures et monuments funéraires, ont désormais disparu, puisque 2 000 de ces vestiges médiévaux ont été détruits ces derniers mois. La destruction de ces pierres tombales a ravivé les craintes de l'Arménie et de la communauté internationale que les autorités azerbaïdjanaises n'envisagent pas sérieusement la paix. En effet, leur réaction organisée, violente et armée aux appels pacifiques à l'autodétermination lancés il y a deux décennies a été la première tentative d'épuration ethnique dans l'espace soviétique ainsi que l'origine d'un conflit qui n'est toujours pas réglé. La récente manifestation de violence organisée, dans un lieu où aucun Arménien ne vit plus et qui est éloigné de la région conflictuelle du Haut-Karabakh, révèle que ni les méthodes, ni les intentions de l'Azerbaïdjan n'ont changé. Cette destruction cynique et sans équivoque de la culture et de l'histoire est aussi une atteinte à la confiance et à la paix.

47. Si la politique que l'Azerbaïdjan applique dans les pourparlers relatifs au Haut-Karabakh – un pas en avant, un pas en arrière – était simplement inquiétante, les offres d'autonomie répétées et désespérées qu'elle a faites récemment sont le signe concret qu'elle entend se retirer de ces pourparlers, dont elle ne respecte ni la lettre ni l'esprit, et qu'elle n'est pas en résonance avec l'évolution des relations internationales. Offrir l'autonomie à un peuple maître de sa destinée depuis près de vingt ans et qui vit sur le territoire où ses ancêtres ont vécu depuis 2 000 ans, relève, à tout le moins, de l'aveuglement.

48. En conclusion, M. Oskanian dit que l'Arménie est fière d'avoir été membre de la Commission des droits de l'homme ces quinze dernières années, d'avoir adhéré à des conventions importantes et d'avoir créé diverses institutions, notamment un Bureau du défenseur des droits de l'homme. Elle a adressé une invitation permanente aux procédures spéciales et est prête à coopérer avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme.

DÉCLARATION DE M. MANJGALADZE, VICE-MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE LA GÉORGIE

49. M. MANJGALADZE (Géorgie) dit que la Géorgie a toujours soutenu l'initiative visant à créer un conseil des droits de l'homme doté d'un mandat qui lui permette de s'assurer du respect des engagements pris par les États Membres. Les questions relatives aux droits de l'homme font partie de ses priorités: après être devenue indépendante, la Géorgie a souhaité construire un État fondé sur des valeurs démocratiques et la primauté du droit et s'intégrer dans la communauté internationale et les structures européennes. Bien que, dans l'ensemble, sa Constitution et ses lois répondent aux exigences et aux obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme, elle poursuit ses efforts pour les rendre parfaitement conformes aux normes internationales. Elle est actuellement partie à six grands instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et s'acquitte de ses obligations internationales concernant l'établissement et la présentation de rapports aux organes de suivi des traités. Elle a toujours coopéré avec les institutions des Nations Unies et leurs représentants dans le domaine des droits de l'homme et souhaite poursuivre cette collaboration à l'avenir.

50. Au niveau régional, la Géorgie est partie à de nombreux instruments du Conseil de l'Europe relatifs aux droits de l'homme. Consciente de la nécessité de traduire dans la pratique ses obligations internationales et ses garanties constitutionnelles et législatives, le nouveau Gouvernement géorgien souhaite, depuis la Révolution rose de 2003, améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays et a déjà pris des mesures importantes à cet égard, en premier lieu des mesures de lutte contre la corruption, qui compromet actuellement l'exercice des droits de l'homme en Géorgie. De nombreux agents publics corrompus ont ainsi été traduits en justice et condamnés. La Géorgie est résolue à mettre en place un système judiciaire fort et indépendant où chacun recevra un traitement égal. Le Gouvernement a déclaré l'année 2006 «Année des réformes judiciaires» et adopte actuellement des mesures d'envergure pour rendre le système judiciaire conforme aux normes internationales et aux obligations internationales qui incombent au pays. Les organes de l'État prêtent une attention particulière aux violations des droits de l'homme. Ainsi, le Parlement s'est doté d'un comité des droits de l'homme et de l'intégration civile, des services chargés des droits de l'homme ont été mis en place au sein de la Procuration générale et du Ministère de l'intérieur et, conformément à la Constitution, le Médiateur supervise la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

51. Le Gouvernement prend également des mesures pour combattre la traite des êtres humains et le Président a approuvé des plans d'action nationaux qui ont permis de réaliser d'importants progrès dans ce domaine. En outre, les autorités ne négligent aucun effort pour améliorer le système pénitentiaire, notamment les conditions de détention, et le rendre conforme aux normes internationales.

52. Les violations les plus flagrantes des droits de l'homme se produisent toujours dans les régions géorgiennes qui ne sont pas sous le contrôle des autorités, en Ossétie du Sud et en Abkhazie, où de nombreux citoyens géorgiens en ont été victimes. À cet égard, il faut rappeler que les documents finals des sommets de Budapest (1994), Lisbonne (1996) et Istanbul (1999) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont condamné énergiquement l'épuration ethnique qui s'est soldée par la destruction de masse et l'expulsion forcée de la population géorgienne vivant en Abkhazie. La situation dans cette région est particulièrement préoccupante car les forces de maintien de la paix de la CEI qui y sont

déployées ne peuvent (ou ne souhaitent) pas mettre fin à la violence. Depuis la fin des hostilités et le déploiement de la force de maintien de la paix de la CEI (1994), quelque 2 000 Géorgiens ont été tués dans la zone placée sous la responsabilité de cette force. La situation appelle donc une réaction internationale énergique et une surveillance des violations des droits de l'homme commises dans la région de Tskhinvali, en Ossétie du Sud, et en Abkhazie, en particulier dans le district de Gali. Un bureau commun ONU-OSCE des droits de l'homme a été créé et la police civile de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (UNOMIG) s'est déployée, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. Il faudrait également porter une attention particulière à l'enseignement de la langue maternelle de la population d'origine géorgienne du district de Gali, qui est actuellement privée de ce droit fondamental par les séparatistes et leurs maîtres politiques.

53. La Géorgie se félicite du rôle que les différentes institutions des Nations Unies chargées des droits de l'homme ont joué afin de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, mais pense que l'on pourrait faire encore davantage à l'avenir. Elle souligne à cet égard qu'il importe que le Conseil des droits de l'homme entretienne des relations étroites et ait des échanges avec les autres organisations internationales qui œuvrent dans le domaine des droits de l'homme, notamment l'OSCE et le Conseil de l'Europe. Il existe en outre de nouvelles structures sous-régionales qui pourraient bénéficier de la coopération avec le Conseil et y prendre part, notamment l'initiative commune ukraino-géorgienne appelée Communauté pour le choix démocratique, et l'Organisation pour la démocratie et la coopération économique (GUAM), à laquelle la Géorgie est partie ainsi que la Moldavie, l'Azerbaïdjan et l'Ukraine. Les activités de ces structures sont fermement ancrées sur les principes de la démocratie, et la protection des droits de l'homme et la primauté du droit font partie de leurs principaux objectifs.

DÉCLARATION DE M. JOHANSEN, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA NORVÈGE

54. M. JOHANSEN (Norvège) dit que l'Organisation des Nations Unies se trouve à une croisée des chemins historique, riche de possibilités pour elle comme pour les millions de personnes que concernent ses mandats. La promotion et la protection des droits de l'homme, aux côtés de la paix et de la sécurité et du développement, constituent les objectifs principaux des Nations Unies. Pendant la session en cours, les membres ont la possibilité de s'engager sur une voie nouvelle dans le domaine des droits de l'homme, de redécouvrir des terrains d'entente et de trouver de nouvelles façons de progresser. Partout dans le monde, des personnes dont les droits fondamentaux ont besoin d'être protégés placent beaucoup d'espoirs dans le Conseil, qui ne doit pas les décevoir.

55. Le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de la primauté du droit constitue une fin en soi. Les efforts déployés pour atteindre ces objectifs n'exigent pas d'autre justification que la dignité de l'homme. En même temps, le respect des droits de l'homme permet de réduire les conflits tout en renforçant le développement social et économique. Beaucoup a déjà été fait et il ne faut pas perdre de vue ces réalisations. Depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, un ensemble impressionnant d'instruments, de normes et de textes juridiques a été élaboré. Ces instruments bénéficient d'un large appui et ont inspiré des dispositions inscrites dans les constitutions et les lois nationales. Ils ont conduit à la création de mécanismes nationaux et internationaux chargés de la promotion et de la protection des droits de

l'homme. La Commission des droits de l'homme a joué un rôle essentiel en définissant la base juridique des mécanismes des droits de l'homme qui veillent à présent à l'application, aux niveaux international, régional et national, des normes universellement reconnues relatives aux droits de l'homme.

56. Compte tenu de cet ensemble impressionnant de textes juridiques, il existe un décalage frappant entre les obligations dans le domaine des droits de l'homme et l'application effective de ces droits. Il faut donc veiller à ce que le cadre constitué par ces obligations juridiquement contraignantes soit respecté et appliqué. Le point de départ doit être absolument sans équivoque: les droits de l'homme étant universels, aucun pays ne peut éluder ses responsabilités ou ne pas respecter les droits de ses citoyens.

57. La responsabilité de la promotion et de la protection des droits de l'homme incombe à chaque État. Cependant, cette aspiration est également une aspiration collective et les gouvernements doivent accepter que les violations des droits de l'homme sont des questions qui suscitent légitimement l'inquiétude internationale. Le Conseil a un rôle important à jouer à cet égard: il doit protéger les victimes de violations des droits de l'homme et appeler l'attention sur ces violations lorsqu'elles ne sont pas prises en compte par ailleurs. Il doit en particulier s'intéresser aux groupes vulnérables touchés par les conflits ainsi qu'aux centaines de millions de personnes que la pauvreté prive de leurs droits économiques, sociaux et culturels de base.

58. Compte tenu de la diversité des situations et des capacités nationales, il faut s'efforcer d'instaurer une culture du dialogue et de la coopération crédible de façon à renforcer la protection et la promotion des droits de l'homme. Pour autant, le dialogue ne doit pas empêcher la critique constructive, lorsque celle-ci est nécessaire. Quelle que soit la difficulté de sa mission, le Conseil des droits de l'homme ne doit jamais s'abstenir de se saisir de graves problèmes, où qu'ils se produisent et à quelque moment qu'ils se produisent.

59. Il faut également agir sur les liens étroits qui existent entre droits de l'homme et conflits: en effet, des violations flagrantes des droits de l'homme sont toujours des signes avant-coureurs ainsi que des effets secondaires d'un conflit armé. Alors que la protection des droits de l'homme est essentielle dans les situations de conflit armé, la réaction de la communauté internationale laisse en général à désirer, car ses efforts visant à prévenir et à alléger les souffrances entraînées par les désordres et les guerres sont trop souvent trop tardifs et insuffisants. Le Conseil des droits de l'homme devrait apporter une contribution importante à cet égard.

60. La nature des défis à relever a évolué avec les années. Le terrorisme international a contraint la communauté internationale à réfléchir à l'équilibre entre les droits de l'homme et la nécessité de protéger les personnes des actes de terrorisme. Cela étant, les droits de l'homme ne doivent jamais être sacrifiés dans la lutte contre le terrorisme. Au contraire, la démocratie, la primauté du droit et les droits de l'homme sont des éléments fondamentaux de toute stratégie fructueuse à long terme destinée à lutter contre le terrorisme. Même si l'engagement des pays en faveur de ces normes est mis à l'épreuve en temps de crise, il est certain que l'interdiction de la torture et des autres peines et châtiments cruels, inhumains et dégradants ne saurait souffrir aucune dérogation au regard du droit international.

61. Le nouveau Conseil devra surmonter de nombreux obstacles dans son travail. Cependant, les critiques et les opinions divergentes ne sont pas nécessairement un signe de faiblesse: dans

une Organisation rassemblant 191 États Membres, il est normal que les avis divergent sur certaines situations et questions. Les États membres du Conseil des droits de l'homme devront rendre compte de leur engagement à respecter les normes les plus élevées dans le domaine des droits de l'homme, et aucun pays ne sera à l'abri d'un examen. En même temps, le Conseil a reçu un large mandat et doit s'occuper des droits de l'homme de tous dans tous les pays. Même s'il ne peut pas se pencher simultanément sur tous les coins du monde, cela ne doit pas l'empêcher de traiter des préoccupations légitimes dans des États qui ne font pas actuellement l'objet d'un examen dans le cadre de l'examen périodique universel.

62. Pour assurer une mise en œuvre efficace des droits de l'homme, il faut conserver et renforcer les meilleurs éléments hérités de la Commission, à savoir le système des procédures spéciales et la participation active des institutions nationales, des ONG et de la société civile. En effet, l'engagement et le dévouement des ONG sont essentiels pour relever les défis qui se posent dans le domaine des droits de l'homme.

63. Dans le cadre du processus de révision des mandats, mécanismes, fonctions et responsabilités de la Commission, la Norvège estime qu'il est fondamental de préserver le rôle indépendant des procédures spéciales. Pour ce qui est des activités du Conseil, elle souhaite que l'on insiste davantage sur le travail essentiel mené par les défenseurs des droits de l'homme, qui se trouvent sur la ligne de front de la promotion des droits de l'homme dans le monde entier. Conformément à la volonté exprimée par le Sommet mondial des Nations Unies d'intégrer les droits de l'homme dans tout le système des Nations Unies, elle engage tous les organes pertinents des Nations Unies, en particulier au niveau national, à renforcer encore leur action de promotion et de protection des droits de l'homme, en prenant dûment en compte le rôle important que jouent les défenseurs des droits de l'homme.

64. La volonté politique et l'engagement des États membres et de la communauté internationale seront essentiels pour faire du Conseil un meilleur outil de promotion et de protection des droits de l'homme, de même que les changements de structure et de méthodes de travail. À cette fin, en sa qualité d'observateur, la Norvège estime que les questions relatives aux modalités du Conseil et à ses méthodes de travail doivent être traitées dans le cadre d'un processus ouvert et sans exclusive.

65. La Norvège s'engage à apporter tout son concours à ce que le Conseil devienne un organe énergique et efficace. Elle souhaite qu'il adopte rapidement le projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones, qui favorisera la promotion et la protection des droits des populations autochtones partout dans le monde. Une fois adoptée, cette déclaration pourra servir de cadre global permettant l'instauration d'un partenariat entre les États et les populations autochtones.

DÉCLARATION DE M. BAŠTA, PREMIER VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

66. M. BAŠTA (République tchèque) dit que la République tchèque s'associe à la déclaration faite par l'Autriche au nom de l'Union européenne et souhaite commenter brièvement les priorités de son pays dans le domaine des droits de l'homme. Il tient tout d'abord à saluer les nombreuses réalisations de la Commission des droits de l'homme qui, tout au long de ses soixante années d'existence, a sans nul doute été l'organe universel le plus important chargé de

la promotion et de la protection des droits de l'homme. La Commission a notamment adopté, en 2002, le Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui entre à présent en vigueur et qui contribuera certainement à rendre plus efficace la lutte contre la torture. Le droit international énonce clairement que la torture est interdite quelles que soient les circonstances, que ce soit en temps de guerre ou dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. La République tchèque, qui rejoindra sous peu les rangs des États ayant ratifié le Protocole, saisit cette occasion de prier instamment les autres pays d'envisager d'adhérer à cet instrument.

67. La République tchèque continuera de jouer un rôle actif dans le domaine des droits de l'homme, aux niveaux bilatéral et multilatéral, y compris dans le cadre du Conseil des droits de l'homme. Celui-ci devra consacrer une partie essentielle de sa première session aux questions de procédure, mais son mot d'ordre doit être la mise en œuvre des normes. La Commission, les procédures spéciales et les organes conventionnels ont produit de nombreux documents excellents sur les problèmes qui se posent actuellement, mais les États concernés n'ont pas toujours donné suffisamment effet aux recommandations qui y figurent, faute d'une autorité les aidant et les motivant à cette fin. Il faudrait donc exploiter pleinement le potentiel qu'offre le mécanisme d'examen périodique universel, qui pourrait contribuer à apporter une solution.

68. La République tchèque considère que les procédures spéciales, qu'il s'agisse des mandats thématiques ou des mandats dans certains pays, sont un outil majeur de la promotion et la protection des droits de l'homme à l'intérieur du système des Nations Unies. Leur efficacité dépend de deux conditions essentielles: la compétence et l'indépendance d'une part, et la coopération des gouvernements de l'autre. Il faut que les pays acceptent rapidement les demandes de visite, apportent une aide et un appui pendant la visite et appliquent les recommandations formulées à l'issue de la visite. C'est pourquoi la République tchèque encourage les États qui ne l'ont pas encore fait à adresser une invitation permanente aux procédures spéciales. Elle accueille avec satisfaction la révision générale des mandats des procédures spéciales prévue dans la résolution et espère que cette réforme les rendra encore plus efficaces et vigoureuses. Elle se félicite également de la création du Conseil des droits de l'homme et juge très important qu'il puisse traiter de questions thématiques aussi bien que de pays, y compris de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme. Elle se félicite en outre du rôle des ONG, à savoir leur droit de participer et d'intervenir lors des réunions du Conseil.

69. Il faut espérer que le Conseil sera si efficace pendant ses premières années d'existence que, lors de la première révision de son mandat, dans cinq ans, il bénéficiera d'un soutien général visant à lui accorder une place plus élevée au sein du système des Nations Unies. La possibilité d'adresser des recommandations directement à d'autres organes de l'ONU, c'est-à-dire au Conseil de sécurité en particulier, contribuerait certainement à la défense de la cause des droits de l'homme. Mais les membres du Conseil doivent d'abord prouver qu'ils méritent qu'on leur accorde cette possibilité.

70. En conclusion, la République tchèque est prête à aider les autres États membres, avec les conseils précieux de la Haut-Commissaire, afin que le Conseil des droits de l'homme devienne un organe efficace, équitable, juste et respecté. Si toutes les parties font preuve de bonne volonté, cet objectif ambitieux peut être atteint.

DÉCLARATION DE M^{me} HARXHI, VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ALBANIE

71. M^{me} HARXHI (Albanie) dit que son pays s'aligne sur la position de l'Union européenne exposée par M^{me} Plassnik. La création du Conseil des droits de l'homme est un premier pas vers une Organisation des Nations Unies plus efficace et plus transparente. L'ordre du jour du Conseil devra être amélioré, mais c'est dans des actions communes et un contrôle plus efficace que la protection des droits de l'homme prendra une nouvelle dimension. L'Albanie attend du Conseil davantage de transparence et de légitimité et compte qu'il bénéficiera d'une plus grande coopération de la part des pays membres. Elle est prête pour sa part à l'aider à remplir son mandat.

72. La Commission des droits de l'homme a connu de nombreux succès au cours de ses 60 années d'existence et si elle s'est dissoute, ce n'est pas parce qu'elle a échoué mais parce que le monde d'aujourd'hui exigeait de nouvelles règles de protection des droits de l'homme. Sans doute le Conseil réussira-t-il à tirer parti des réalisations de la Commission sans en épouser les défauts et à combler les espoirs placés dans l'ONU, son mandat, sa mission et son œuvre.

73. Depuis 15 ans, l'Albanie fait des progrès considérables dans la protection des droits de l'homme. Les droits des minorités connaissent un nouvel essor, notamment ceux de la minorité rom que l'on s'attache à intégrer pleinement dans la vie publique.

74. Le nouveau gouvernement démocratique a incorporé dans ses principes et priorités les objectifs du Millénaire pour le développement: état de droit, lutte contre la corruption et la criminalité organisée, lutte contre les trafics de toutes sortes, consolidation des institutions et de la démocratie en assurant un meilleur niveau de vie aux citoyens. Il considère que le droit à la restitution des biens confisqués est aussi l'un des droits les plus importants pour la paix et la démocratie dans le monde. Il reconnaît que la lutte contre le terrorisme continue d'être l'un des éléments cruciaux de la protection des droits de l'homme dans le monde.

75. L'Albanie est partie à de nombreux instruments de défense des droits de l'homme et a présenté des rapports aux organes créés en vertu de ces instruments, dont elle suit les recommandations. C'est ainsi qu'elle a mis en place des stratégies nationales sur les droits de l'enfant, les droits de la femme, la lutte contre la traite d'être humains, la minorité rom, les migrations nationales.

76. L'Albanie applique les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme concernant les minorités. Elle avance à grands pas vers l'intégration dans l'Union européenne et pense que la reconnaissance de la libre volonté et de l'autodétermination du peuple kosovar pourrait être la clef de la stabilité et de la paix dans les Balkans. Elle appuie l'action de l'ONU au Kosovo, de même que le droit de tous ses habitants d'y vivre en toute liberté. Elle presse l'administration kosovare de tendre la main de la paix et de la réconciliation aux Serbes du Kosovo. Respectueuse des frontières et de la souveraineté de tous les pays, elle pense que l'indépendance du Kosovo aurait aussi pour conséquence une meilleure protection des droits de l'homme dans cette région du monde.

77. Il faut rendre hommage à l'action menée par l'ONU pour améliorer la condition de la femme dans le monde. Mais beaucoup reste à faire dans les domaines de l'égalité des sexes,

de la démarginalisation des femmes et de leur participation à la politique. Il appartient donc au nouveau Conseil des droits de l'homme d'améliorer la condition des femmes et des enfants dans le monde pour prévenir toutes violations flagrantes et systématiques de leurs droits.

DÉCLARATION DE M. BIN MUBARAK AL-KHALIFA, VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BAHREÏN

78. M. BIN MUBARAK AL-KHALIFA (Bahreïn) fait l'éloge de l'œuvre accomplie par l'ancienne Commission des droits de l'homme et exprime l'espoir que le Conseil des droits de l'homme s'en inspirera. Le Bahreïn tient à bien marquer qu'il entend poursuivre sa politique de coopération avec toutes les institutions internationales des droits de l'homme, notamment le Conseil et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

79. Le Bahreïn émet le vœu que célérité et justice président à l'organisation des travaux du Conseil, afin qu'il puisse commencer à examiner les questions de fond auxquelles la communauté internationale attache tant d'importance. Il pense que parmi les principales questions de procédure que doivent régler d'un commun accord les membres du Conseil figurent l'organisation des travaux des mécanismes dont le Conseil a hérité de l'ancienne Commission et l'examen de l'activité de ces mécanismes dans l'intention d'en rationaliser certains. Il accueille favorablement l'examen périodique universel, dont il estime qu'il ne peut être effectué que dans la plus grande transparence et neutralité, ainsi que par accord sur tous ses aspects. À cet égard, il appuie la position du Groupe arabe et de l'Organisation de la Conférence islamique sur l'organisation des travaux du Conseil, tout particulièrement en ce qui concerne la situation des territoires arabes occupés, y compris la Palestine. Il est par ailleurs partisan de la participation des ONG accréditées auprès de l'ONU aux travaux du Conseil, conformément au statut convenu.

80. Le Bahreïn s'est engagé dans un programme de réformes destinées à protéger et promouvoir les droits de l'homme dans le Royaume. Ce programme comprend de nombreux éléments dont les plus remarquables sont la loi instituant les droits politiques, les élections parlementaires et municipales de 2002, la garantie de l'indépendance du Procureur général, le renforcement de l'indépendance de la magistrature, la ratification de la Charte arabe des droits de l'homme et l'élaboration d'une loi criminalisant la traite d'êtres humains.

81. Grâce à la création du Conseil suprême des femmes et d'autres ONG, une attention particulière a été accordée à la promotion des droits de la femme. C'est ainsi que la première femme juge a été nommée en 2006 et que la première femme diplomate du Bahreïn a été élue Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante et unième session, la troisième femme seulement à occuper ce poste.

82. Le Bahreïn s'occupe activement de la promotion des droits de l'homme au plan international. Il a accueilli en novembre 2005 le Forum pour l'avenir où, pour la première fois, il a pu participer à la promotion du partenariat entre les États et la société civile. Une réunion parallèle, à laquelle ont participé plus d'une centaine d'ONG locales et internationales, a présenté des recommandations au Forum. Le Bahreïn est convaincu de l'importance de la participation de la société civile nationale à l'élaboration de sa position concernant les questions dont sera saisi le Conseil.

83. Le Conseil devra faire preuve de neutralité et de transparence. Il est à espérer qu'il se tiendra aux principes de coopération et de dialogue et bannira tout esprit d'affrontement dans son œuvre de promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

DÉCLARATION DE M. ABELA, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU CABINET DU PREMIER MINISTRE DE MALTE

84. M. ABELA (Malte) dit que la création du Conseil des droits de l'homme est une réussite historique qui résulte d'un effort mondial pour traiter les questions relatives aux droits de l'homme en balayant le spectre des activités multilatérales. Les négociations qui ont précédé sa création ont été ouvertes, transparentes et sans esprit d'exclusive. Fait important, les membres élus ont accepté de voir examiner leur propre bilan dans le domaine des droits de l'homme.

85. Malte appuie ce processus de dialogue et est un membre actif de cadres régionaux tels que le Conseil de l'Europe et l'OSCE où elle n'a cessé de soutenir l'action menée pour promouvoir et protéger les droits de l'homme dans le monde. Elle appuie activement tous les mécanismes des Nations Unies qui poursuivent cet objectif, en particulier le système des procédures spéciales dans lequel elle voit l'une des réalisations majeures de la Commission des droits de l'homme. À cet égard, Malte confirmera au sein du nouveau Conseil la politique de coopération sans réserve avec les procédures spéciales qui est la sienne de longue date, notamment en se montrant prête à recevoir leur visite à tout moment et en n'importe quel point de son territoire.

86. Malte continuera aussi à s'intéresser tout spécialement au renforcement de l'égalité des sexes, des droits de la femme, des droits des personnes handicapées et des droits de l'enfant. Sur ce point, elle continuera de contribuer activement à une conclusion rapide des négociations sur une convention internationale globale et intégrée pour la défense et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées.

87. Le nouveau Conseil, travaillant en collaboration avec les autres mécanismes des Nations Unies, notamment le Haut-Commissariat aux droits de l'homme revitalisé, devra faire fond sur la coopération avec les États membres pour les amener à honorer leurs obligations internationales. Le mécanisme d'examen périodique universel aura pour objet d'examiner toutes les obligations des États membres de manière juste et équitable. Le fait que le nouveau Conseil puisse se pencher sur les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme donne lieu à un certain optimisme. Ce n'est pas une fin en soi, mais un instrument qui devrait induire un changement, singulièrement dans les pays qui continuent de bafouer les droits individuels de leur propre peuple. Il incombe aux membres élus de veiller à s'assurer du respect des droits de l'homme non seulement dans le monde, mais aussi – et c'est bien plus important – à l'intérieur de leurs propres frontières, donnant ainsi l'exemple à la communauté internationale.

88. À l'évidence, le Conseil des droits de l'homme ne répond pas aux attentes de tous. Mais c'est un début, et ce devrait être bien davantage qu'une simple refonte cosmétique de la Commission des droits de l'homme. Il résulte de mois, voire d'années, de négociations et de concessions, de compromis et de détermination. Organe directement élu par l'Assemblée générale, le nouveau Conseil jouit d'une plus grande transparence et d'une légitimité accrue. Cela étant, c'est à leurs actes, bien plus qu'aux engagements qu'ils ont pris, que les États membres seront jugés. Puisse le Conseil abandonner la pratique des deux poids, deux mesures

et de la sélectivité et, par son travail et sa vigilance, éradiquer à jamais la cruauté de l'homme pour l'homme.

DÉCLARATION DE M. ZILMER-JOHNS, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK

89. M. ZILMER-JOHNS (Danemark) dit que la Commission des droits de l'homme a été autant louée que décriée. Elle est pourtant à l'origine de la Charte des droits de l'homme, des organes conventionnels, des procédures spéciales et de l'examen des questions thématiques et par pays. Si l'on doit la vouer aux gémonies, seuls ses membres et observateurs sont à blâmer, car aucune institution ne vaut mieux que ceux qui la composent. Cela étant, ses 60 ans d'existence l'avaient sérieusement ébranlée et il était grand temps de réformer le principal forum des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

90. Coïnventeur du concept, le Danemark se félicite de la création d'un Conseil des droits de l'homme permanent. Il considère comme très important que le Conseil tienne plusieurs sessions par an ainsi que l'a décidé l'Assemblée générale. En effet, c'est toute l'année que les droits de l'homme sont violés, et pas seulement six semaines au printemps. Le caractère permanent du Conseil devrait aussi permettre de traiter de toutes les questions thématiques d'une manière novatrice, plus souple, pragmatique et circonscrite.

91. Cette décision de l'Assemblée générale donne aussi l'occasion de resserrer les liens de l'ONU avec la société civile, les ONG et les institutions nationales des droits de l'homme. Il serait dommage de laisser passer cette possibilité de développer une coopération plus étroite et soutenue avec ces importants acteurs de la défense des droits de l'homme.

92. Pour que le Conseil fonctionne convenablement, il importe de respecter le statut indépendant de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, qui dispose de ressources budgétaires considérablement accrues. Cela permettra de créer un secrétariat efficace de la sous-commission qui doit être instituée en vertu du protocole facultatif à la Convention contre la torture qui entrera en vigueur sous peu.

93. Ce protocole est très innovant car il introduit une procédure d'inspection internationale tout en nécessitant des mécanismes de prévention nationaux. Son approche de la prévention des violations des droits de l'homme est beaucoup plus directe et préventive, grâce au système des visites. On ne peut sous-estimer les problèmes qui se posent aux États qui envisagent d'y adhérer mais l'exemple de l'Europe, qui applique ce concept depuis 17 ans dans le cadre de la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, devrait les rassurer.

94. Il est temps par ailleurs d'adopter le projet de convention internationale sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées pour qu'il soit reconnu en droit contraignant que les disparitions forcées ne sont pas seulement des crimes, mais de graves violations des droits de l'homme. De même, le projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones est un jalon dans le développement des droits fondamentaux des 300 millions d'autochtones que l'on recense dans le monde. Le Gouvernement danois invite instamment tous les États à adopter cette déclaration par consensus. Il serait bon que les deux projets soient adressés à l'Assemblée générale pour examen et adoption à la première session du Conseil.

95. Le Gouvernement danois a lancé une série d'initiatives pour promouvoir la compréhension mutuelle par le dialogue entre les cultures et les religions. Il appuie des activités analogues entreprises par l'Union européenne et souhaiterait renforcer sa coopération avec l'Organisation de la Conférence islamique dans le cadre des Nations Unies.

96. Il est naturel que le Conseil consacre sa première session à mettre au point sa structure, ses méthodes de travail et son programme de travail, mais il ne doit pas oublier que sa raison d'être est de protéger les citoyens des abus de leur gouvernement. Tous les membres, dans un esprit de coopération, devront faire en sorte qu'il réussisse dans cette tâche.

Déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse

97. M. CAFAROV (Azerbaïdjan), exerçant son droit de réponse, fait observer que le Haut-Karabakh et sept autres régions avoisinantes de l'Azerbaïdjan sont actuellement sous occupation étrangère arménienne et que ce fait est reconnu par l'ensemble de la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité. Ces terres, comme le reconnaît le monde entier à l'exception de l'Arménie, font partie intégrante de l'Azerbaïdjan, lui ont toujours appartenu et lui appartiendront toujours.

98. La population azerbaïdjanaise de tous ces territoires occupés a été soumise à une épuration ethnique par les forces armées arméniennes et le tragique massacre de Khojali n'est qu'un sombre exemple des crimes contre l'humanité et du génocide perpétrés par les Arméniens à l'encontre des Azerbaïdjanais, crimes dont ils doivent encore répondre.

99. Le discours d'un ministre arménien qui, une semaine avant la session du Conseil, prétendait participer à des pourparlers de paix avec son homologue azerbaïdjanais a montré que l'Arménie n'est ni sincère ni véritablement désireuse de tenter de parvenir à un règlement pacifique, mais en fait qu'elle s'efforce de consolider les résultats de son agression contre l'Arménie et poursuit sa politique d'abnégation de fait de ces territoires.

100. De plus, en violation flagrante de la quatrième Convention de Genève, l'Arménie poursuit sa pratique illégale d'installation d'Arméniens de souche dans les territoires azerbaïdjanais occupés afin d'en modifier artificiellement la composition démographique.

101. Par ailleurs, dans le but d'effacer toute trace de la présence azerbaïdjanaise dans ces territoires, l'Arménie a récemment intensifié sa politique de la terre brûlée en incendiant des villages azerbaïdjanais, en détruisant des cimetières, monuments architecturaux et édifices culturels azerbaïdjanais, en profanant des mosquées azerbaïdjanaises et en les transformant en écuries et en entrepôts, notamment.

102. Enfin, les affirmations de l'Arménie selon lesquelles la population du Haut-Karabakh a le droit de disposer d'elle-même sont trompeuses, car les Arméniens ont une fois déjà réalisé ce droit après la chute de l'Union soviétique et établi la République d'Arménie. On tremble à l'idée de ce qui arriverait si tous les Arméniens dispersés dans le monde essayaient d'exercer le droit à l'autodétermination partout où ils ont été accueillis. Au lieu de cela, l'Arménie devrait s'engager sur la voie d'une véritable recherche d'un règlement pacifique du conflit, retirer ses forces d'occupation des terres azerbaïdjanaises et s'occuper de ses propres problèmes, qui sont nombreux. Dans le cas contraire, si l'Arménie continue sur sa lancée, elle deviendra

très bientôt un pays fantôme lorsque le reste de sa population en déperissement, tenue en otage par une bande de séparatistes, fuira le pays en quête d'une vie meilleure et plus digne.

103. M. APITONIAN (Arménie), exerçant son droit de réponse, regrette que la solennité de la séance en cours n'ait pas dissuadé le représentant de l'Azerbaïdjan de proférer des demi-vérités sur la situation de la région.

104. Premièrement, celui-ci postule que les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme se produisent essentiellement dans les situations de conflits armés, mais s'il lisait les nombreux rapports de diverses organisations de défense des droits de l'homme, il conclurait probablement que les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme qui se produisent en Azerbaïdjan n'ont rien à voir avec l'Arménie.

105. Deuxièmement, comme toujours, le représentant de l'Azerbaïdjan parle de la situation de la région en termes alarmants sans mentionner les causes de cette situation et refuse de reconnaître les craintes parfaitement justifiées de la population du Haut-Karabakh pour sa sécurité.

106. Troisièmement, en ce qui concerne la définition du statut du Haut-Karabakh, le représentant de l'Azerbaïdjan se souviendra probablement qu'en 1990, la population du Haut-Karabakh a précisément exercé son droit à l'autodétermination par un processus constitutionnel pacifique et démocratique, et que cela ne lui a valu que de subir l'agression et les brutalités des autorités azerbaïdjanaises.

107. M. Apitonian espérait sincèrement que le message que contenait la déclaration de la Ministre arménienne des affaires étrangères atteindrait ses destinataires. Cet espoir a été déçu. Il persiste cependant à espérer que le Conseil encouragera chacun à participer à un dialogue plus sérieux, responsable et sincère dans le but de continuer à protéger et promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales partout dans le monde.

La séance est levée à 13 h 5.
